

seulement il publie chaque année *L'état du Québec* et alimente ainsi le dialogue social, mais il organise aussi des démarches de réflexion et de débats sur les grands enjeux de notre temps: la santé, l'économie, la culture, les changements climatiques ou le vieillissement de la société (pour le calendrier de ses activités, voir www.inm.qc.ca).

En août 2010, l'INM sera l'hôte, à Montréal, de l'Assemblée mondiale de Civicus, une alliance internationale de la société civile. Ce rassemblement mettra en lumière la nécessité de travailler ensemble à la construction d'un monde plus juste.

Entre-temps, le Québec poursuivra sa marche, parfois dans l'ombre des mauvaises nouvelles, mais aussi et surtout dans celle des nombreuses réussites qui touchent nos vies sur tous les plans. C'est sur ces dernières que nous pouvons nous appuyer pour trouver l'espoir d'un essor nouveau.

Car le Québec a su traverser des crises, s'affirmer, défendre son identité et négocier les virages que lui impose la

modernité: la section des anniversaires historiques, cette année accessible en ligne (www.letatduquebec.qc.ca) est là pour nous le rappeler. En 2010, nous commémorons entre autres le centenaire du journal *Le Devoir*, le demi-siècle de la Révolution tranquille avec l'élection de «l'équipe du tonnerre» de Jean Lesage en 1960, la Crise d'octobre, la Crise d'Oka, puis les deux référendums sur la souveraineté du Québec.

Dans l'édition 2010 de *L'état du Québec*, vous trouverez aussi des textes de plus de 80 auteurs, tous parmi les meilleurs spécialistes de leur discipline. Outre deux dossiers spéciaux – l'un sur la crise économique et l'autre sur l'éthique publique – et notre section renouvelée sur la recherche au Québec, nous vous offrons comme chaque année une rétrospective des principaux événements de l'année écoulée et toutes les statistiques sur les principaux enjeux de notre époque. Plus que jamais, *L'état du Québec* reste l'ouvrage de référence par excellence.

Faire mieux ensemble

Pierre Noreau

Président, Association francophone pour le savoir – Acfas

Nous savons tous que c'est toujours par avance que se joue l'avenir de nos collectivités: d'imposants défis se dressent devant nous, se cumulent et deviendront plus exigeants au cours des prochaines décennies. Ces enjeux de notre temps exigent une relation continue entre le milieu de la recherche et les différents acteurs du monde social.

Ces enjeux sont de trois ordres: le développement durable et continu de la vie collective; le dialogue entre la science et la société, qui implique le partage bilatéral des savoirs, des expertises et des expériences; enfin, le développement de la vie démocratique, lequel suppose, au-delà des exigences de la délibération, le développement de la recherche publique et la quête du bien commun.

C'est donc pour contribuer à la synergie entre le milieu de la recherche et la société que l'Acfas a accepté l'offre de l'INM de collaborer à ce portrait annuel du Québec. Ainsi se trouvent associés d'une façon novatrice le chercheur et le citoyen.

Le développement durable et continu de la vie collective

Parmi les défis de l'heure, les changements climatiques témoignent, par exemple, d'une relation insoutenable entre les ressources de la planète et les usages que nous en faisons. Ce phénomène global se combine à bien d'autres: déséquilibres démographiques, mobilité et diversité des populations, appauvrissement accéléré de la biodiversité, raréfaction de l'eau potable, risques croissants de pandémies, sécurité alimentaire, etc.

Ces problèmes sont si généraux qu'ils ne peuvent plus faire l'objet d'une expertise particulière non plus qu'être le résultat de l'addition de milliers de décisions individuelles. Ils représentent, en effet, les termes d'un débat beaucoup plus collectif, qui touche aux conditions de notre développement et de notre continuité en tant que société. Nous avons plus que jamais besoin, dans tous ces domaines, de chercheurs créatifs et polyvalents, capables de travailler en étroite collaboration avec les acteurs sociaux. L'innovation est la condition

de notre adaptation rapide à des conditions instables.

Les défis doivent être abordés dans leur globalité. Aussi, la diversité des références caractérise aujourd'hui le travail des chercheurs et, plus largement, celui des laboratoires, des centres, des équipes et des regroupements stratégiques du domaine de la recherche. Parallèlement, la production du savoir a connu d'importantes mutations, passant de pratiques centrées sur une seule discipline et implantées par le milieu universitaire à une approche transdisciplinaire et orientée en fonction de leur contexte d'application, qu'il soit de nature sociale, environnementale ou économique. Les rapports périodiques produits par les membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) témoignent de façon exemplaire de cette approche collaborative, qui met en lien les chercheurs issus d'une multitude de disciplines – géologues, climatologues, biologistes – et qui s'oriente vers des finalités très concrètes. La même nécessité sous-tend la recherche de solutions au problème des pandémies ou du décrochage scolaire. Elle répond aux besoins de contextes sociaux particuliers, et puise tout autant à la recherche fondamentale qu'à la recherche appliquée.

Les grandes initiatives de recherche et les travaux collectifs ne peuvent cependant se développer que dans un contexte plus global encore : celui de la société du savoir, sinon de la société *des savoirs*. Les connaissances et les compé-

tences de tous les membres de la société sont aujourd'hui des facteurs déterminants de la production, de l'innovation et de la création. Le savoir est la source première de l'innovation, qu'elle soit technologique ou sociale, et, par là, d'un développement éco-socio-économique durable. La production, le partage et l'utilisation des connaissances sont au cœur de cette société du savoir. Cela suppose que nous sommes tous, d'une certaine façon, porteurs de savoirs et que ces compétences doivent être valorisées partout dans la société.

Le dialogue entre la science et la société

La connaissance n'est pas le domaine exclusif des universités même si nous avons voulu établir collectivement ces institutions privilégiées, où la recherche publique et désintéressée est possible. Il faut aussi reconnaître que le savoir scientifique vient souvent compléter les savoirs d'expérience, les savoirs construits en entreprise ou au sein des organisations.

Cela étant, les relations qui se tissent entre chaque « système de recherche » et son « environnement collectif » ne sont pas neutres, ni nécessairement harmonieuses « par nature ».

Malgré la très grande confiance que le public investit dans le milieu scientifique et dans la figure du chercheur, on note, depuis le milieu des années 80, le développement d'une certaine réaction sociale vis-à-vis du monde de la connaissance. On désire en savoir davantage sur

ce qui se trame dans les laboratoires. Société du risque, principe de précaution, comités d'éthique, développement durable, science citoyenne, tous ces concepts émergent d'un mouvement de fond, d'un appel démocratique. En effet, et les médias nous le démontrent quasi quotidiennement, les questions le plus controversées sont souvent de nature scientifique et interpellent la population de multiples manières : dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité, de l'environnement et du développement durable. Elles nous interpellent comme citoyens, comme sujets de droit, comme justiciables, comme contribuables, comme consommateurs de produits et de services.

Or, l'histoire des sciences est traversée par un dialogue asymétrique entre la science et la société. On entretient facilement depuis longtemps l'idée d'une guerre latente entre l'expert et le profane, entre le chercheur et l'acteur de la vie quotidienne. Il n'y a sans doute rien de plus faux que ces oppositions qui font craindre le pire. La solitude du penseur et l'isolement du scientifique sont des mythes encore vivants et pourtant constamment contredits par l'histoire. Cette illusion est en partie le produit du décalage qui s'interpose entre chaque découverte et son usage social ou industriel, délai qui contraste avec le sentiment de transparence et d'immédiateté qui marque la société contemporaine. Résultat : le dialogue est loin d'être toujours facile ou acquis. Cette situation

soulève le problème de l'imputation du monde scientifique et suppose qu'on rende compte de la pertinence et des retombées humaines, sociales ou environnementales de la connaissance. Mais derrière cette volonté généreuse s'imposent aussi nos consensus changeants. Toute découverte induit forcément des effets dont on ne connaît pas a priori la nature. Et parce que les conséquences de ces choix nous touchent tous, il est raisonnable que nous en discutions ensemble. C'est un autre horizon du dialogue continu qui s'impose entre la science et la société. De la science « dans » la société. Les écueils, nombreux, relèvent trop souvent de l'idée d'une forme d'incompréhension inévitable entre le scientifique et le citoyen. Cette incompréhension appréhendée justifie à elle seule la nécessité d'une plus grande diffusion de la culture scientifique. Elle oblige cependant aussi le scientifique, le penseur, à définir sa recherche comme une expression particulière de la citoyenneté.

Les échanges continus qui se développent entre les chercheurs d'un champ particulier et les citoyens impliqués directement dans le même domaine ne sont qu'une des formes que peut emprunter ce dialogue. Les milieux de l'éducation, de l'entreprise, de l'action publique, des médias, de la défense et de la sécurité sont autant de lieux où chercheurs et praticiens sont constamment en interaction, et ces échanges ne datent pas d'hier.

Ils empruntent encore bien d'autres formes. Les recherches menées dans le

cadre des Alliances de recherche université-communauté (ARUC) grâce au soutien du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), le travail des centres de valorisation et de transfert ou des bureaux de liaison entreprise-université (BLEU) en donnent des exemples. Les chercheurs publient énormément pour le grand public : des guides, des synthèses. On pense à l'ouvrage *Au bout du pétrole* publié par le physicien Normand Mousseau, et à cet autre, *Les aliments contre le cancer*, de Richard Béliveau. Certains groupes de recherche travaillent systématiquement avec les acteurs et les citoyens de leur milieu. Ainsi, le Groupe de recherche sur les stratégies d'optimisation d'écosystèmes régionaux (STOPER) consacre son expertise à l'établissement d'un modèle d'aide à la décision dans la gestion des déchets à l'échelle régionale, modèle fondé sur la participation des citoyens et visant la structuration d'une formule délibérative fondée sur le principe du « consensus informé ». Dans tous ces cas, des chercheurs travaillent au dialogue entre la science et la société.

La collaboration de l'Acfas à l'édition de *L'état du Québec* va dans le même sens. Elle favorise une interaction continue entre le milieu de la recherche et celui de la pratique. Mieux, elle participe à cet idéal qui tend à faire de la recherche une pratique sociale, une pratique citoyenne.

Le développement de la vie démocratique

Parce que les problèmes auxquels nous faisons face sont d'envergure planétaire, ils nous placent tous à égalité les uns vis-à-vis des autres. C'est le fondement du principe démocratique. La conséquence de cet état de fait est connue : les problèmes étant collectifs et leur solution collective, ils doivent être l'objet de la plus large délibération possible. Mais il s'agit là d'un idéal abstrait. S'il s'agit au contraire de prendre une série de décisions continues dont les conséquences sont, pour notre avenir collectif, ancrées dans la réalité concrète du quotidien, la question prend un tout autre sens. Ces décisions doivent faire l'objet non seulement d'une décision prise en commun, mais aussi d'une délibération éclairée. C'est le rôle de la recherche d'éclairer les termes de ce débat. Voilà l'endroit précis où la science rencontre la société.

Ici encore, on saisit la nécessité que ce débat soit éclairé non pas par une seule perspective ou une seule discipline de référence, mais par une multitude de « voies » et de considérations. D'où la nécessité d'un soutien continu à l'ensemble des domaines et de la recherche; d'où celle que la recherche soit l'objet d'une véritable priorité publique et politique. Le lieu d'un effort central. Les percées de la recherche doivent faire l'objet d'une large diffusion. C'est là l'objet, également, de notre participation à l'édition de *L'état du Québec*.

La contribution de la recherche au débat public n'a cependant de sens qu'à une seule condition : l'indépendance de la recherche publique. Bien sûr, la science n'est pas au-dessus ou à part de la société, mais il est essentiel de lui préserver un espace indépendant, une posture objective et critique. C'est ce qui permet qu'une délibération éclairée soit possible, qu'elle soit menée au nom de l'intérêt commun plutôt qu'au nom des intérêts particuliers, financiers ou politiques, lesquels pourraient la financer et, partant, l'orienter.

Mais il faut reconnaître qu'il existe là une mince ligne de partage, sur laquelle doivent se concilier l'indépendance de l'activité scientifique et les préoccupations de la société, où ces mêmes activités sont menées. Quelques balises existent néanmoins, qui permettent de discuter plus ouvertement les termes de cet ajustement mutuel. Ainsi, le milieu scientifique est fiduciaire d'un devoir de prudence, notamment en ce qui a trait à l'impact de la production scientifique et technoscientifique, et il est légitime que les orientations de la recherche soient périodiquement remises en question. En contrepartie, la société doit accepter que les découvertes les plus importantes des derniers siècles, et plus encore celles des dernières décennies, ont souvent été réalisées par des chercheurs exigeants, dans le cadre de travaux dont l'intérêt n'aurait pas été reconnu par leurs contemporains. D'où la nécessité que soit entretenu un certain

lien de confiance entre science et société.

Dans cet esprit, les recherches menées à même les ressources publiques ne doivent pas rester sur les tablettes gouvernementales, ou réduites au silence par une forme de censure active ou passive – ou pire, par la propension des chercheurs à se censurer eux-mêmes; car, chaque fois encore, c'est la recherche en tant qu'activité démocratique qui se trouve remise en cause.

Sur un tout autre plan, au Québec comme ailleurs dans les pays industrialisés, le rôle de la science et de la technologie est toujours plus central dans le développement économique, le développement social et le bon usage des ressources collectives. C'est également une voie par laquelle la recherche se voit associée à l'idéal démocratique, c'est-à-dire au projet continu d'une participation constamment élargie à la définition du bien commun.

Faire mieux ensemble

Les passerelles ne seront jamais assez nombreuses entre le monde scientifique et les autres composantes de la société. L'édition conjointe de *L'état du Québec* par l'Acfas et l'Institut du Nouveau Monde constitue une de ces passerelles. Il y a là l'exemple d'un « avenir possible ». Faire mieux ensemble : c'est notre objectif. Parions que l'expérience sera couronnée de succès, ne serait-ce que du fait de son évidente nécessité. Elle ouvrira alors la porte à d'autres pratiques de cohabitation entre la science et la société.